



Ce document a été mis en ligne par l'organisme [FormaV®](#)

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour en savoir plus sur nos formations disponibles, veuillez visiter :

www.formav.co/explorer

Corrigé du sujet d'examen - Bac STMG - Droit et économie - Session 2023

Correction du Baccalauréat Technologique - Droit et Économie

| Session 2023

Durée de l'épreuve : 4 heures

Coefficient : 16

| PARTIE JURIDIQUE

Cette partie est consacrée à l'analyse juridique de la situation de John BEEBOP et à l'étude des implications légales découlant de la vente de la maison.

1. Résumé des faits en utilisant des qualifications juridiques

John BEEBOP, amateur d'art, a exprimé un intérêt pour l'achat d'une maison en se basant sur un graffiti qu'il croyait être une œuvre d'un artiste célèbre, ce qui constitue un élément déterminant dans son choix. Le propriétaire, Maxime FOLEY, a accepté cette vision, ce qui pourrait constituer une promesse d'informations véridiques concernant la valeur ajoutée de la maison. Après l'achat, l'acquéreur découvre la véritable origine de l'œuvre, suscitant un différend. Ce cas pourrait soulever des questions de dol, d'erreur dans le consentement et de bonne foi dans l'exécution du contrat de vente.

2. Argumentation juridique pour l'annulation de la vente par John BEEBOP

John BEEBOP pourrait alléguer qu'il y a eu un dol dans la transaction. Le dol est défini selon l'article 1137 du Code civil comme le comportement d'une partie qui induit en erreur l'autre par des manœuvres ou des mensonges. En soulignant que Maxime FOLEY a validé l'authenticité et la valeur artistique du graffiti comme élément central de son consentement à l'achat, il peut argumenter que si cette information avait été connue dès le départ, il n'aurait pas réalisé l'achat. L'erreur a donc vicié son consentement, et il peut exiger l'annulation de la vente en invoquant l'article 1130 et 1136 du Code civil.

3. Arguments juridiques que Maxime FOLEY pourrait opposer

Maxime FOLEY pourrait défendre sa position en soutenant qu'il n'avait pas connaissance du fait que le graffiti n'était pas l'œuvre de l'artiste célèbre. Il pourrait plaider que la valeur artistique du graffiti n'a pas été déterminante pour le prix de vente et rappeler que l'acquéreur a l'obligation de prouver le caractère intentionnel du dol (article 1315). De plus, il pourrait convaincre qu'un simple manque d'information ne constitue pas un dol significatif, sans preuve d'une intention délibérée de dissimuler la vérité.

4. Importance de la Cour de cassation dans le système juridique français

La Cour de cassation est l'organe judiciaire suprême en France. Elle veille à la cohérence et l'uniformité de l'application des lois à travers les juridictions. En dernier recours, son jugement clarifie les principes juridiques, assure la sécurité juridique, et permet de corriger les erreurs judiciaires des juridictions inférieures. Par ses décisions, elle façonne la jurisprudence et contribue à l'évolution du droit français.

| PARTIE ÉCONOMIQUE

Cette partie concerne la gestion des finances publiques et leur impact sur l'économie.

1. Différence entre déficit public et dette publique, et calcul du déficit public pour 2021

Le déficit public est la différence entre les dépenses et les recettes d'un État sur une période donnée, tandis que la dette publique est la somme des déficits accumulés au fil du temps. En 2021, le déficit public est donné comme -6,5% du PIB. Si nous supposons que le PIB est fixé à 100 unités pour simplifier, le déficit public serait de -6,5 unités.

Déficit public pour 2021 : -6,5% du PIB

2. Évolution des dépenses et recettes publiques des administrations publiques

Entre 2020 et 2021, les dépenses publiques ont diminué de 61,4% à 59% et les recettes sont restées constantes à 52,5%. Cela montre que, bien que l'État ait réduit ses dépenses face à la crise, les recettes fiscales n'ont pas suivi une tendance similaire, soulignant une pression sur les finances publiques pour ajuster la réponse budgétaire en période de reprise.

3. Lien entre les dépenses publiques et la consommation

Les dépenses publiques favorisent la consommation en injectant de l'argent dans l'économie, augmentant ainsi le pouvoir d'achat des ménages. Les mesures telles que des primes, augmentations des allocations ou réductions d'impôts stimulent directement la consommation des ménages, ce qui à son tour soutient la croissance économique.

4. Politiques économiques dans la Loi de finances rectificative 2022

La Loi de finances rectificative 2022 vise à protéger le pouvoir d'achat. Elle introduit 44 milliards d'euros d'aides, incluant des augmentations des prestations sociales, des aides énergétiques, et des mesures pour soutenir les entreprises. Ces initiatives visent à amortir les effets de l'inflation et de la crise énergétique sur les ménages et l'économie en général.

5. Efficacité de la politique budgétaire de l'État en temps de crise

La politique budgétaire peut être efficace en temps de crise si elle est ciblée et rapide. Les mesures d'urgence de soutien aux ménages et entreprises durant la pandémie ont montré une efficacité immédiate pour stabiliser l'économie. Toutefois, il existe des limites en raison des effets de la dette sur le long terme. Une politique budgétaire peut donc être efficace à court terme mais poser des questions sur la soutenabilité à moyen terme.

| Conseils pratiques pour l'épreuve

- Gérez votre temps : allouez un temps approprié pour chaque partie de l'examen et assurez-vous de consacrer suffisamment de temps pour des révisions finales.
- Utilisez les annexes : référez-vous systématiquement aux annexes pour étayer vos réponses avec des données précises.
- Soyez clair et structuré : présentez vos idées de manière logique, en séparant les réponses par des sous-titres lorsque nécessaire.
- Vérifiez la cohérence : assurez-vous que vos arguments sont basés sur les textes légaux et les données économiques fournies.
- Pratiquez la rédaction : entraînez-vous à rédiger des réponses complètes en utilisant des cas pratiques pour améliorer votre clarté et votre précision.

© FormaV EI. Tous droits réservés.

Propriété exclusive de FormaV. Toute reproduction ou diffusion interdite sans autorisation.

Copyright © 2026 FormaV. Tous droits réservés.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.